



Brèves économiques hebdomadaires d'Asie du Sud

Période du 19 au 25 juillet 2019

Le 26 juillet 2019

Résumé

Asie du Sud : La Banque Asiatique de Développement (BAsD) a révisé à la baisse sa prévision de croissance pour l'Asie du Sud en 2019.

Afghanistan : La Banque mondiale a rendu public un rapport sur les priorités économiques en Afghanistan.

Bangladesh : La bourse de Dhaka à son plus bas niveau depuis décembre 2016. La capitalisation boursière chute de 5 Mds€ en six mois. Modification de l'indice boursier DSE30 représentant 50% de la capitalisation boursière du DSE. Aide internationale – 6,2 Mds \$ reçus et 9,8 Mds \$ promis sur l'exercice budgétaire 2018-19. Construction navale – Le Bangladesh premier pays pour le démantèlement des bateaux sur les 6 premiers mois de l'année.

Bhoutan : Publication du premier registre des entreprises du secteur privé.

Inde : Indicateurs macroéconomiques : La croissance indienne atteindrait 7% sur l'exercice budgétaire actuel. Révision à la baisse également des perspectives d'inflation en Inde. La superficie des terres arables pour la récolte des cultures *kharif* (cultures d'automne) aurait enregistré à la mi-juillet une baisse de 7% en glissement annuel. Faible progression du trafic portuaire sur le premier trimestre de l'exercice 2019-20 (avril 2019 – mars 2020).

Finances publiques : Le Contrôleur général des Comptes (CAG) indique un déficit budgétaire supérieur à l'estimation du ministère des Finances pour l'exercice 2017-18. Le prix minimum de soutien à la canne à sucre demeure inchangé.

Politique monétaire et financière, autres informations : Le rendement des titres obligataires à 10 ans atteint son plus bas niveau depuis deux ans. Les ensemencements dans certains Etats demeurent risqués, dans le sillage d'une mousson moins bonne qu'espérée.

Maldives : Signature d'un accord d'échange de devises entre les banques centrales maldivienne et indienne. Augmentation des arrivées touristiques au premier semestre 2019.

Népal : Le déficit des échanges extérieurs de biens continue à se creuser.

Pakistan : Business France et le Board of Investment pakistanais signent une lettre d'intention. Le fonds de placement libellé en dollars destiné à la diaspora pakistanaise pour soutenir les réserves de change n'a rencontré qu'un succès très limité. Pakistan International Airlines reprend la publication de ses



résultats financiers. Les financements étrangers reçus par le Pakistan en légère baisse en 2018/19. Poursuite de la baisse de l'indice de production industrielle en mai.

Sri Lanka : Accroissement des emprunts du gouvernement sri lankais au cours des quatre premiers mois de 2019. Aide financière des Pays-Bas pour l'amélioration du système de santé dans le nord du pays.

ASIE DU SUD

- **La Banque Asiatique de Développement (BAsD) a révisé à la baisse sa prévision de croissance pour l'Asie du Sud en 2019.** Dans le cadre de l'actualisation d'été de ses *Perspectives de l'économie mondiale*, la BAsD indique que la région devrait enregistrer une croissance économique de 6,6 %, contre 6,8 % anticipée en avril dernier, qui devrait toutefois accélérer en 2020 pour atteindre 6,7 % (contre 6,9% attendue en avril). Une révision à la baisse notamment tributaire de la baisse des prévisions de croissance pour l'Inde, à 7 % (contre 7,2% anticipée initialement), pour l'exercice budgétaire 2019 (avril 2018 - mars 2019).

Les projections de la BAsD revoient également à la baisse les prévisions de croissance pour le Pakistan, à 3,3% sur l'exercice budgétaire 2019 (juillet 2018 – juin 2019) soit la plus faible croissance enregistrée sur les huit dernières années, à l'aune de la nette détérioration des comptes extérieurs et du déficit budgétaire. De même, Sri Lanka devrait connaître un rythme de croissance moins important que prévu, à 3,5% en 2019, suite aux événements d'avril qui ont induit un ralentissement sensible du secteur touristique. A contrario, le Bangladesh et le Népal affichent des prévisions de croissance revues à la hausse (respectivement à 8,1 et 7,1% sur l'exercice budgétaire 2019). Au Bhoutan enfin, le secteur hydroélectrique et du tourisme a enregistré une croissance soutenue et devraient entraîner une hausse de la croissance.

AFGHANISTAN

- **La Banque mondiale a rendu public un rapport sur les priorités économiques en Afghanistan.** Dans le cadre de son rapport biennuel ([lien](#)), la Banque mondiale décrit une situation humanitaire encore alarmante, dans un contexte économique et politique encore fragile, couplé à une insécurité croissante dans le sillage du retrait de la coalition internationale et de l'incidence fortement négative de la sécheresse en 2018.

Le représentant de la Banque mondiale pour l'Afghanistan, Henry Kerali, a réaffirmé, dans ce contexte, l'intention de son Institution de mobiliser ses ressources pour appuyer le processus de développement économique du pays. Le document reconnaît, à cet égard, que l'aide internationale (60% du budget alloué aux services publics sont financés par cette source) demeurera vitale à l'économie dans un contexte budgétaire contraint et obéré par les dépenses de sécurité – et alors même que les l'incertitude politique autour du nouveau président (décision reportée à septembre) demeure élevée.

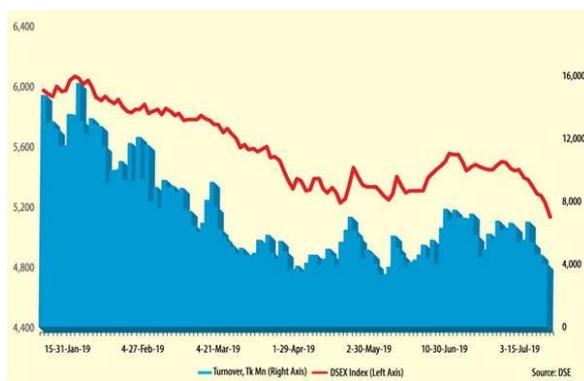
L'Institution de Washington suggère, dans ce contexte, d'approfondir la dynamique de réformes engagée par le gouvernement pour renforcer les institutions et améliorer le climat des affaires.



BANGLADESH

- La bourse de Dhaka à son plus bas niveau depuis décembre 2016. La capitalisation boursière chute de 5 Mds€ en six mois.** Le DSE30, indice dérivé des 30 plus grandes cotations de la bourse de Dhaka (DSE), a à nouveau perdu 28.13 points (-1.51%) entre le dimanche 14 et le jeudi 18 juillet. De son côté, la capitalisation boursière du DSE poursuit sa baisse, en retrait de 1.12% sur la même période, passant ainsi de 3 866 à 3 822 Mds BDT.

Après avoir connu une tendance à la baisse à la suite des élections législatives de décembre, le DSE connaît ainsi un nouvel effondrement. Sur les 14 dernières sessions (1 juillet - 21 juillet), le DSEX, indice composite plus large que le DSE30, a perdu 387.88 points atteignant 4966 points, son plus bas niveau depuis décembre 2016. Sur les seuls six derniers mois, il a perdu environ 1000 points [- 16%] entraînant une chute de la capitalisation boursière s'élevant à près de 420 Mds Tk (4,5Mds€). Les incertitudes concernant l'entrée en bourse de Coppertech industries, la faillite de People Leasing ainsi que l'avertissement des régulateurs des télécoms sur le pouvoir de marché trop important de GrameenPhone (entraînant, à terme, une diminution probable des profits de GP) sont parmi les causes de cette chute. Ces mouvements chaotiques ont également entamé la confiance des petits investisseurs, qui jouent un rôle important sur les marchés boursiers bangladais.



Cette perte de confiance s'explique aussi par l'introduction en bourse irrégulière de l'entreprise Coppertech. En effet, le 16 juillet dernier, l'ICAB (The Institute of Chartered Accountants of Bangladesh) a décidé de retirer Ahmad & Akhtar Chartered (AAC) du Financial Reporting Council (FRC) à la suite du refus du directeur associé de AAC de publier les états financiers de Coppertech industries. Coppertech industries, engagée dans un processus d'entrée en bourse évalué à 2.11 millions d'euros et accepté le 26 décembre 2018 par le gendarme de la bourse (BSEC), a pourtant l'obligation de publier ses états financiers. La non-publication de ces derniers a engendré des doutes sur sa capacité future à pouvoir verser des dividendes. Bien que la date finale pour l'entrée en bourse de Coppertech industries ait expiré le 23 juin dernier, le DSE a finalement autorisé la cotation de l'entreprise lundi 22 juillet. Ainsi, Coppertech industries rentrera en bourse dans les 10 prochains jours.

Face à ces faibles performances des valeurs boursières, un groupe d'investisseurs de détail a manifesté devant le DSE demandant la démission du directeur du BSEC : Khairul Hossain. Selon eux, le début de la chute des valeurs serait lié à une mauvaise régulation. Le DSEX a cependant regagné 2.24% (111 points) lors de l'exercice du mercredi 24 juillet.

- Modification de l'indice boursier DSE30 représentant 50% de la capitalisation boursière du DSE.** Depuis le 21 juillet dernier, le DSE30 a vu l'entrée de cinq nouvelles entreprises respectant les critères du DSE30 (ce sont les mêmes que ceux du S&P Dow Jones) : Islami Bank Bangladesh, ACME Laboratories, Meghna Petroleum, Active Fine Chemicals and Bangladesh



Submarine Cable Company. Dans le mêmes temps, cinq autres entreprises sont sorties : Pubali Bank, Padma Oil Company, BSRM Steels, RAK Ceramics (BD) et ACI Limited.

- **Aide internationale – 6,2 Mds \$ reçus et 9,8 Mds \$ promis sur l'exercice budgétaire 2018-19.** Lors de l'année fiscale qui vient de s'achever, le Bangladesh a reçu 6,21 Mds\$ de prêts ou dons de l'étranger, en légère baisse par rapport à 6,37 Mds\$ pour 2017-18, d'après l'Economic Relations Division. Il s'agit avant tout de prêts concessionnels (5,94Mds\$), les dons représentant seulement 256M\$. Dans le même temps, plusieurs institutions de coopération ont promis des financements à hauteur de 9,78Mds\$, notamment de la part de la Banque Mondiale, de l'Asian Development Bank et de la Japan International Cooperation Agency. Ce montant est principalement porté par un accord d'aide publique au développement (ODA) japonais de 2,5Mds\$ annoncé en lors de la visite de Sheikh Hasina à Tokyo fin mai 2019. Cet ODA inclut notamment le port de Matarbari, la ligne 1 du métro de Dhaka et une centrale à charbon à Matarbari. En pratique, les promesses de prêts peinent à aboutir rapidement à la réalisation de projets concrets, en cause principalement la bureaucratie du Bangladesh et de certains pays financeurs. Ainsi, près de 3 ans après la visite de Xi Jinping à Dhaka et l'annonce de 20Mds\$ de prêts, seulement 981M\$ ont été déboursés par Pékin, soit moins de 5%. Le 18 juillet 2019, un groupe de travail conjoint a été lancé afin d'identifier les raisons de ces retards et de lever les barrières. Cette lenteur concerne également les fonds indiens des différentes LoC (line of credit). La troisième ligne de crédit, annoncée en octobre 2017, concernaient 4,5Mds\$ pour 16 projet. Pas un seul dollar n'avait été déboursé mi-2019. Un groupe de travail Inde-Bangladesh existe également. Le montant de remboursement des prêts reste contrôlé. Il s'élève à 1,56Mds\$ en 2018-19 (dont 387M\$ d'intérêts) contre 1,41Mds\$ l'année précédente. L'Agence Française de développement devrait atteindre un engagement cumulé de 610M€ d'ici à la fin de 2019, dont 131M€ pour l'année 2018. 9 projets sont soutenus, dans 5 secteurs dont notamment l'eau (34% de l'enveloppe) et la distribution d'énergie (26%).
- **Construction navale – Le Bangladesh premier pays pour le démantèlement des bateaux sur les 6 premiers mois de l'année.** D'après l'association Shipbreaking Platform, le Bangladesh a démantelé 156 navires entre janvier et juin 2019, devenant ainsi le premier pays en termes de nombre de bâtiments détruits. Sur cette même période, 374 bateaux ont été mis à la casse dans le monde, dont 116 en Inde et 16 au Pakistan. Seulement 93 bateaux avaient été démantelés sur la même période en 2018 (+68%). La mise en application de l'EU Ship Recycling Regulation depuis le 1^{er} janvier 2019 pourrait expliquer cette hausse. En effet, cette nouvelle loi, qui contraint les conditions de démantèlement des bateaux sous pavillon européen, pourrait inciter les armateurs à faire appel à des intermédiaires pour modifier le pavillon et revendre les carcasses au Bangladesh.

L'industrie de démolition navale est née au Bangladesh dans les années 1980, à proximité de Chittagong. Celle-ci a prospéré depuis lors avec un taux de croissance annuel moyen avoisinant 14%, notamment grâce à une main d'œuvre peu chère et à des normes environnementales et de sécurité presque inexistantes. Au moins 8 personnes auraient trouvé la mort sur un chantier depuis le début de l'année. Le pays est devenu, depuis 2015, le plus gros démanteleur de navires au monde en termes de tonnage avec 2,4 tonnes de port en lourd pour 222 bateaux recyclés. Les activités de démantèlement de navires au Bangladesh sont concentrées à Sitakund, au nord de la ville de Chittagong dans la baie du Bengale. En 2015, il y avait 148 chantiers de démantèlement de navires immatriculés, dont 68 étaient en activité. Leur activité se concentre sur des navires de gros tonnage (plus de 20 000 tonnes). Cette activité s'est également



développée afin d’approvisionner le pays en acier, l’intégralité ou presque des éléments des bateaux étant recyclés ou réutilisés.

BHOUTAN

- **Publication du premier registre des entreprises du secteur privé.** Selon les autorités bhoutanaises, 13 997 établissements seraient enregistrés au Bhoutan à février 2019, dont 60% au sein de Thimphu. En outre, le rapport indique 31 établissements créés sur la base d’investissement direct étrangers (IDE), avec six notamment entièrement détenus par des capitaux étrangers. A cet égard, ces investissements étrangers concernent principalement l’Inde (31% des investisseurs étrangers), suivie par Singapour (13%), les Etats-Unis (9%) et l’Australie ou Hong-Kong (avec 6% chacun des investisseurs étrangers). 92 180 personnes selon les chiffres du DCSI.

INDE

INDICATEURS MACROECONOMIQUES

- **La croissance indienne atteindrait 7% sur l’exercice budgétaire actuel** (avril 2019 – mars 2020), selon les nouvelles « Perspectives de l’économie mondiale » récemment révélées par le FMI. L’institution de Washington a notamment revu ses prévisions à la baisse par rapport à son rapport d’avril, où elle évaluait la croissance indienne à 7,3%. Cette inflexion des perspectives de croissance est liée aux effets négatifs de la modération de la demande intérieure sur les derniers mois, dans un contexte de révision à la baisse conjointe de la prévision de croissance mondiale (-10 pnb à 3,2% en 2019). Le FMI estime néanmoins que la croissance indienne sera plus forte sur l’exercice prochain, où elle devrait atteindre 7,2%. Par ailleurs, la croissance indienne demeurerait la plus importante marquée parmi les principales économies émergentes : elle demeurerait supérieure à l’expansion chinoise, qui a atteint 6,6% en 2018 mais devrait ralentir à 6,2% en 2019.

Les projections du FMI s’alignent ainsi sur celles de la Banque Asiatique de Développement et des autorités indiennes (*Economic Survey 2019*), alors que seul la Banque mondiale retient toujours une prévision de croissance supérieure (à 7,5%).

- **Révision à la baisse également des perspectives d’inflation en Inde** par la Banque asiatique de développement (BAsD) pour l’exercice budgétaire 2018-19. Dans un contexte marqué par la hausse contenue du prix des denrées alimentaires, l’appréciation de la roupie depuis le troisième trimestre 2018, et la modération de la croissance, la BAsD a décidé d’abaisser ses prévisions d’inflation pour l’Inde de 0,2 point (de 4,3 à 4,1%) pour l’exercice budgétaire en cours. En outre, la BAsD anticipe un niveau d’inflation à 4,4 % pour l’exercice 2019-20, contre 4,6 % selon ses dernières estimations d’avril.
- **La superficie des terres arables pour la récolte des cultures *kharif* (cultures d’automne) aurait enregistré à la mi-juillet une baisse de 7% en glissement annuel**, selon le ministère de l’Agriculture. La superficie totale atteindrait ainsi 56,7 millions d’hectares à la mi-juillet, dans un contexte marqué par un déficit pluviométrique suite au commencement tardif de la mousson cette année.



- **Faible progression du trafic portuaire sur le premier trimestre de l'exercice 2019-20 (avril 2019 – mars 2020).** Selon les données de l'Association portuaire indienne (IPA), le trafic de marchandises réalisé dans les 12 principaux ports indiens entre avril et octobre (61% du fret total) s'est élevé entre avril et juin 2019 à 177 millions de tonnes (MT), soit une croissance de 1,5 % en glissement annuelle. Cette hausse est principalement imputable à une plus grande demande de charbon à coke. Ainsi, la manutention de cette ressource dans les ports a progressé de 17 % sur l'année glissante, à 15,1 MT sur le premier trimestre 2019, tandis que celle de charbon thermique a enregistré une chute de 5 %. De plus, le dynamisme à la fois du port de Paradip dans l'Odisha (+6% à 17,3 Mt), ainsi que du port de Deenpayal dans le Gujarat ont permis de soutenir le volume de trafic de marchandises sur la période revue.

FINANCES PUBLIQUES

- **Le Contrôleur général des Comptes (CAG) indique un déficit budgétaire supérieur à l'estimation du ministère des Finances pour l'exercice 2017-18.** Il a noté, dans un rapport rapporté par la presse économique, que la prise en compte des dépenses d'investissement effectuées par les agences parapubliques, porterait le déficit budgétaire pour l'exercice budgétaire 2017-18 (avril 2017 – mars 2018) à 5,9% du PIB, contre seulement 3,5% selon le gouvernement.

L'examen réalisé a ainsi révélé une hausse spectaculaire du montant des dépenses d'investissement des agences parapubliques, qui constituent un surcoût non-budgété et alourdit, in fine, les dépenses réelles du gouvernement (elles auraient représenté un coût additionnel de près de 2,4% du PIB sur l'exercice revu, soit 7 400 Mds ₹).

- **Le prix minimum de soutien à la canne à sucre demeure inchangé.** Ainsi, les autorités indiquent un prix de 275 ₹ (3,4 €) par quintal (100 kg), couplé à une prime de 2,75 ₹ pour chaque augmentation du rendement de 0,1 point.

POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE

- **Le rendement des titres obligataires à 10 ans atteint son plus bas niveau depuis deux ans.** Il s'élevait à 6,5 % à fin juillet selon *Reuters*, soit un pic depuis juillet 2017. La baisse de la prime de risque des obligations souveraines s'explique en grande partie par l'évolution de la politique monétaire sur les six derniers mois. Sur les six derniers mois, le rendement recule de 800 points de base alors que le taux directeur a été abaissé trois fois successivement sur la période. Ainsi, l'écart vis-à-vis du taux directeur a atteint 113 points de base fin juin 2019, alors qu'il s'affichait au-dessus de 100 points de base depuis fin 2017.

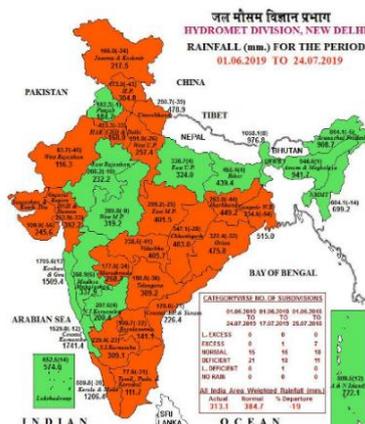


Evolutions croisées du rendement des obligations souveraines et du taux directeur



AUTRES INFORMATIONS

- Les ensemencements dans certains Etats demeurent risqués, dans le sillage d'une mousson moins bonne qu'espérée, selon l'Indian Meteorological Department (IMD).** Les précipitations moyennes se sont établies à 313,1 mm sur la période du 1^{er} juin au 24 juillet, soit 19% en-deçà des moyennes saisonnières. Au niveau des sous-divisions, 21 sur 36 ont connu une situation considérée comme « déficiente » alors que le reste observe une situation « normale ». Le déficit hydrique a été marqué au sein du Bengale-Occidental (-54%), du Jharkhand (-44%), du Gujarat de l'Ouest (-55%) ainsi que de l'Himachal Pradesh (-43%) ce qui pourrait différer les nouveaux ensemencements et fragiliser les cultures actuellement sur pied. Les prochaines semaines devraient par conséquent jouer un rôle déterminant dans la situation de plusieurs Etats alors que l'IMD indique que les précipitations devraient être contenues au cours des prochaines semaines.



MALDIVES

- Signature d'un accord d'échange de devises entre les banques centrales maldivienne et indienne.** La *Maldives Monetary Authority (MMA)* et la *Reserve Bank of India (RBI)* sont parvenues à un accord le 22 juillet pour la mise en place d'une ligne de *swap*, en vertu de laquelle la RBI fournira 400 M USD à son homologue maldivienne en échange d'un montant identique de rufiyaa maldivienne (MVR). Cet échange se place dans le cadre d'une facilité de la RBI ouverte aux pays de l'association sud-asiatique de coopération régionale (SAARC). Il fait également partie du paquet financier promis par l'Inde lors de la visite officielle du président maldivien Ibrahim Mohamed Solih à New Delhi en décembre dernier. Il s'agit du second accord de ce type conclu entre les deux pays après celui de décembre 2016 (100 M USD à l'époque).
- Augmentation des arrivées touristiques au premier semestre 2019.** D'après les chiffres publiés par le Ministère des Finances maldivien, le nombre de touristes étrangers dans l'archipel durant les six premiers mois de l'année s'est élevé à 862 589 personnes, soit un accroissement de 18,7% en glissement annuel (g.a). Sur la période, la Chine demeure le premier pourvoyeur

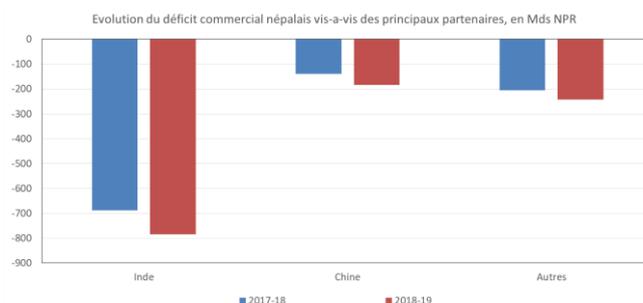


de touristes dans le pays (16,3% du total), avec une progression de +10,3% en g.a des arrivées, après quatre années consécutives de recul. Grâce à un doublement du nombre de touristes par rapport à la période correspondante en 2018, l'Inde se place désormais au second rang, avec 9,5% des arrivées totales. Elle devance plusieurs pays européens : Italie (8,7% du total), Allemagne (8,0%), Royaume-Uni (7,5%), Russie (5,0%) et France (37 383 personnes, soit 4,3% du total ; +23,1% en g.a). Pour l'année 2019, les autorités maldiviennes visent à franchir la barre de 1,5 millions de visiteurs étrangers.

NEPAL

- **Le déficit des échanges extérieurs de biens continue à se creuser.** Il atteignait 1 388 Mds NPR (3,1 Mds €) sur les onze premiers mois de l'exercice actuel (mi-juillet 2019 /mi-juin 2020), soit une hausse de ce dernier de 17,4% en rythme annuel. Les exportations de biens ont progressé de 18,7%, à un peu moins de 90 Mds NPR, alors que les importations de biens ressortaient pour leur part en hausse de 17,3% à 1 300 Mds NPR. Le ratio de couverture des importations (soit la part d'importations couverte par les exportations) s'afficherait ainsi, sur douze mois, à 6,8%, contre 6,7% un an auparavant.

Si la part relative de l'Inde dans le commerce extérieur népalais s'est marginalement infléchi (-0,9 point à 64,7% sur 12 mois glissants), elle reste aussi toujours prédominante : les importations de produits indiens auraient notamment progressé de 15% en glissement annuel à plus de 840 Mds NPR (65% du total), alors que les exportations népalaises vers l'Inde s'établissent en hausse de 33,3% à 57 Mds NPR (64% de l'ensemble). La part de marché de la Chine dans les échanges de biens népalais s'est, quant à elle, légèrement accrue (+ 1,3 point à 13,6%), avec des exportations estimées à 2 Mds NPR alors que les importations depuis ce dernier pays s'affichent quant à elles à 187 Mds NPR.



Les pays tiers représentent désormais 21,7% des échanges extérieurs du Népal (+ 0,5 point) : les importations népalaises depuis ces derniers ont progressé de 16,1% à 271 Mds NPR et représentent désormais 21% des importations totales, alors que les exportations népalaises n'ont par contraste crû que de 1,5% à 29 Mds NPR (un tiers des exportations totales).

PAKISTAN

- **Business France et le Board of Investment pakistanais signent une lettre d'intention.** L'événement a eu lieu en France le 18 juillet. Les deux organisations sont convenues de renforcer leur coopération, notamment par échange d'informations et en soutenant leurs clients respectifs. BF et le BOI travailleront de concert à la promotion de l'image de la France et du Pakistan dans l'autre pays et au développement de partenariats commerciaux et industriels entre entreprises des deux pays, ainsi qu'à l'organisation de foires, salons, séminaires, etc.



- **Le fonds de placement libellé en dollars destiné à la diaspora pakistanaise pour soutenir les réserves de change n'a rencontré qu'un succès très limité.** Lancé en janvier dernier, le Pakistan Banao Certificate (PBC) d'une maturité de trois ans (rendement de 6,25 % par an) et de cinq ans (rendement de 6,75 % par an) n'aurait attiré que 500 à 600 investisseurs pour un montant cumulé de 26 MUSD, selon des déclarations officieuses. Le ministère des Finances, qui avait également prévu de procéder à sa première émission de fonds Panda dans le courant de l'année fiscale précédente, a repoussé cette opération.
- **Pakistan International Airlines reprend la publication de ses résultats financiers** après une interruption de plus d'un an. Les pertes enregistrées par la compagnie sont passées de 428 MUSD en 2016 pour un chiffre d'affaires de 849 MUSD à 432 USD en 2017 pour un chiffre d'affaires de 822 MUSD. La légère aggravation des pertes est liée à la hausse des dépenses de carburant (+8,1%) et aux coûts financiers (+9,9%), alors que les pertes liées aux opérations sont en baisse (-5,5%).
- **Les financements étrangers reçus par le Pakistan en légère baisse en 2018/19.** Au cours de l'année fiscale qui vient de s'achever (1^{er} juillet 2018 au 30 juin 2019), le Pakistan a reçu 10,8 Mds USD de déboursements d'assistance économique étrangère, à comparer à 11,5 Mds USD en 2017/18. Sur ce total, 330 MUSD étaient constitués de dons et 10,5 Mds USD de prêts. Les principaux financeurs multilatéraux étaient la Banque islamique de développement (820 MUSD de prêts mourabaha pour le financement des échanges), la Banque mondiale (653 MUSD) et la Banque asiatique de développement (541 MUSD). La Chine a quant à elle apporté 2,2 Mds USD de financements au Pakistan (hors banques commerciales). Par ailleurs, elle a déposé 2 Mds USD auprès de la banque centrale du Pakistan. Enfin, les banques commerciales ont apporté au Pakistan 4,1 Mds USD de prêts, répartis de la façon suivante : China Development Bank 2,2 Mds USD, Noor Bank 242 MUSD, consortium constitué par Crédit suisse + UBL + ABL 495 MUSD, Dubai Bank 554 MUSD, ICBC-China 300 MUSD et Ajman Bank 272 MUSD.
- **Poursuite de la baisse de l'indice de production industrielle en mai.** L'indice *Large Scale Manufacturing* (LSM), qui contribue à 10,7 % de la formation de valeur ajoutée, a baissé de 3,5% en glissement annuel. La production est en repli dans de nombreux secteurs au cours des onze premiers mois de l'exercice budgétaire (juillet 2018 –mai 2019) : automobile (-11,2%), produits pétroliers (-7,1%), alimentation/boissons/tabac (-7%), produits pharmaceutiques (-6,9%). En outre, l'industrie textile qui compte pour 20,9 % de l'indice continue de stagner (-0,3%).

SRI LANKA

- **Accroissement des emprunts du gouvernement sri lankais au cours des quatre premiers mois de 2019.** Sur la période janvier-avril, ils se sont élevés à 944,2 Mds LKR, contre 670,9 Mds LKR au cours de la même période un an plus tôt (soit une hausse de +40,7%). Cela représente 45% du montant total d'emprunts publics autorisé dans le budget 2019 (2 079 Mds LKR). La somme empruntée provient à 56,7% des marchés financiers domestiques, principalement de bons du Trésor à court et moyen-terme (76% des emprunts domestiques). Les emprunts à l'étranger étaient intégralement composés des 2,4 Mds USD d'obligations souveraines internationales émis par la Banque Centrale sri lankaise en mars dernier.
- **Aide financière des Pays-Bas pour l'amélioration du système de santé dans le nord du pays.** L'accord de prêt, d'un montant de 45 M EUR au bénéfice du ministère de la Santé, a été signé le 10 juillet entre le ministère des finances sri lankais et des représentants de la banque



néerlandaise *ING N.V.* Cette dernière apportera 75% du financement via un crédit commercial assorti d'une assurance crédit-export à l'entreprise néerlandaise sélectionnée pour la réalisation du projet. Les 25% restants seront financés par un don du gouvernement des Pays-Bas, via son instrument *DRIVE (Development Related Infrastructure Investment Vehicle)*. L'enveloppe financière permettra la réhabilitation et la reconstruction d'infrastructures de santé dans les villes de Killinochchi, Vavuniya, Point-Pedro et Mankulam (nord du pays).

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa2	Positive	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B	Stable	D	D
Sri Lanka	B1	Négative	B+	Négative	B+	Stable	B	B
Maldives	-		B2	Stable	-		D	D

Copyright
Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse
du Service Économique Régional

Clause de non-responsabilité
Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations
exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les
erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas
être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de
l'information contenue dans cette publication.

Service Économique Régional de New Delhi
2/50-E, Shantipath, Chanakyapuri, New Delhi, Inde

Rédigé par M. Hammouch, P. Pillon, A. Boitière, J. Deur, P-H.
Lenfant et A. Perriot.

Version du 26/07/2019